



Des paysans et des militants pro-Morales assassinés en Bolivie

Par [Comissão Pastoral da Terra](#)

Mondialisation.ca, 16 septembre 2008

[Comissão Pastoral da Terra](#) 16 septembre 2008

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)



La crise en Bolivie a occupé pas mal d'espace dans les médias nationaux brésiliens, surtout à cause de la possibilité d'une coupure des fournitures de gaz naturel au Brésil. Mais la situation est beaucoup plus grave qu'il n'y paraît. Il y a eu un massacre de paysans dans la province de Pando, à la frontière avec le Brésil et le Pérou comme le relate très bien une note émise par le Secrétariat aux droits humains du diocèse anglican de Brasilia (lire ci-dessous). Le massacre est pourtant présenté par la presse comme un affrontement entre partisans du gouvernement et opposants. Plus grave encore, les préfets de Beni, Tarija et Santa Cruz, États qui eux aussi s'opposent à Morales, cherchent à imputer le massacre aux troupes de l'armée au service de Morales, comme l'a indiqué la Folha de São Paulo du samedi 13 Septembre.



Deux des paysans assassinés étendus au Marche paysan de Cojiba, avant d'être emportés dans leurs communautés. Photo: ABI

Après l'assassinat d'environ 30 paysans dans la nuit de jeudi dernier, 11 Septembre, sur ordre de Leopoldo Fernández, préfet de Pando, le gouvernement d'Evo Morales a décrété l'état de siège dans l'État. Entretemps, Fernández a accepté le décret qui lui a été imposé le 14 Septembre, permettant à l'armée bolivienne de pénétrer dans l'État. Selon des témoignages d'habitants de la région et de survivants de l'attaque, le préfet du Pando avait pris sous contrat des mercenaires et des narcotrafiquants du Pérou et du Brésil pour effectuer cette attaque. Fernández nie cette accusation mais admet que des groupes armés ont participé au massacre des paysans.

Le gouvernement bolivien a promis, dans la nuit de ce dimanche, de faire condamner Leopoldo Fernández à 30 ans de prison pour crimes contre l'humanité. Le vice-Ministre de la Coordination avec les mouvements sociaux de Bolivie, Sacha Llorenti, a déclaré que ce crime ne restera pas impuni. "Je tiens à être absolument clair : cette affaire ne va pas tomber dans l'impunité, car nous allons montrer que les institutions de l'État bolivien fonctionnent et que Leopoldo Fernández aura une condamnation incompressible à 30 ans de prison pour les crimes qu'il a commis".

Llorenti a aussi affirmé que le crime avait été prémédité et planifié, vu que les principales cibles des pistoleros étaient les dirigeants paysans et que presque tous les morts avaient

été atteints à la tête et au coeur.

Leopoldo Fernández est un politicien d'extrême-droite, membre, de *Podemos* ["Nous pouvons"], principal parti d'opposition au gouvernement Morales, et il faisait apрте du second gouvernement du général Hugo Banzer Suárez (1997-2001).

Lisez la note du Secrétariat aux droits humains du diocèse anglican de Brasilia



Quelques victimes du massacre. Photo: El Deber, Bolivie

Secrétariat aux droits humains du diocèse anglican de Brasilia

Massacre de paysans à Porvenir, Bolivie

Porvenir est une localité située à 30 km de la ville de Cobija, capitale du Département de Pando en Bolivie, l'un des cinq États qui se sont révoltés contre le gouvernement central de cette république. C'est là qu'a eu lieu, le 11 Septembre, ce qui est considéré comme le pire massacre de l'ère démocratique en Bolivie. On a déjà dénombré trente paysans morts et l'on estime qu'il y a eu au moins 20 morts de plus, en plus de dizaines de blessés. Des hommes, des femmes, dont certaines enceintes, des enfants et des personnes âgées.

Voici ce qui ressort d'une série d'interviews de survivants réalisées par le réseau de radio communautaires boliviennes [Red Erbol](#), dans la nuit du 11, cinq véhicules avec des paysans se rendaient, sans armes, à une assemblée gouvernementale convoquée par la Fédération paysanne, dans la localité de Filadelfia, par une route traversant la jungle. À 8h30 du vendredi 12, ils ont été arrrêtés à mi-parcours par un détachement de la police de l'État de Pando. « Les policiers nous ont retenus là, nous déroutant pendant environ trois heures : peu après 11 heures, ont soudain surgi des véhicules transportant de 30 à 50 paramilitaires armés de fusils, de revolvers, de fusils de chasse et de mitraillettes, et ils ont commencé à tirer sur les paysans surpris. Les policiers se sont retirés, et les paysans qui ne sont pas tombés ont tenté de fuir dans la jungle, poursuivis par les paramilitaires. Quand ceux-ci en attrapaient un, ils le dépouillaient et le tuaient de sang-froid. Certains, quoique blessés, sont parvenus à rejoindre une rivière proche et se sont jetés à l'eau. Mais les assassins continuaient à les mitrailler et beaucoup sont morts dans ces circonstances. »



Au centre, le préfet Leopoldo Fernández.

Les paramilitaires, liés au préfet de l'État de Pando M. Leopoldo Fernandez et au "Comité civique" de l'État ont tué sans distinction des femmes enceintes, des personnes âgées et des enfants, selon des rapports diffusés par la radio éducative captée ici à Brasilia par internet. Les véhicules des paysans ont été brûlés et leurs affaires volées. Il n'ya eu aucune résistance de la part des paysans, qui on été pris par surprise dans cette opération. La police de l'État a assisté à tout cela sans prendre de disposition et la tuerie s'est poursuivie jusqu'à cinq heures de l'après-midi.

De nombreux corps gisent encore en pleine jungle et dans la rivière et les autorités de l'État, en rébellion contre le gouvernement central, ne permettent pas l'entrée de secours

dans la zone. Des organismes appartenant à diverses institutions ont tenté de parvenir sur les lieux, mais les autorités de l'État interdisent l'accès à la zone de conflit et les empêchent d'entrer dans la ville. Beaucoup de blessés se sont rendus dans les hôpitaux, mais d'autres n'ont pas eu le courage de chercher de l'aide par crainte de mourir, car il n'existe aucune sécurité dans la ville, qui vit dans le chaos, sans forces de l'ordre, et où même les blessés continuent à subir des menaces proférées impunément, tandis que la population se terre chez elle, craignant les saccages fréquents.

Le Secrétariat aux droits humains du diocèse anglican de Brasília se déclare solidaire des familles des victimes ; elle demande paix, justice, solidarité et dialogue en Bolivie. Il appelle tout le monde à protester contre cet acte de barbarie perpétré par les autorités du département de Pando et les groupes paramilitaires qu'elles protègent. Il exige que les autorités brésiliennes arrêtent M. Leopoldo Fernandez et toute autre personne responsable de ce crime au cas où ils entreraient dans le territoire national (brésilien), pour qu'ils puissent être jugés pour crime contre l'humanité.

Brasília, 14 Septembre 2008

Paulo Couto Teixeira
Secrétaire
fraternidade@solar.com.br

Conseil en communication
Commission pastorale de la terre
Secrétariat national – Goiânia, Goiás.
Tél. : 62 4008-6406/6412/6400



Source : www.cptnacional.org.br

[Traduit par Fausto Giudice, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.](#)

La source originale de cet article est [Comissão Pastoral da Terra](#)
Copyright © [Comissão Pastoral da Terra](#), [Comissão Pastoral da Terra](#), 2008

Articles Par : [Comissão Pastoral da Terra](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez :

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca